



## ÉDITORIAL

Le bon déroulement de l'opération Serval, qui sera largement évoquée dans ce 14<sup>e</sup> numéro de la Lettre du SCA, a illustré à nouveau le caractère déterminant de la réussite de la manœuvre logistique dans les opérations extérieures.

Le soutien de cette opération, vu de l'extérieur, apparaît nominal. Et pourtant, quels défis la montée en puissance et le soutien de cette opération ont représenté !

Le déploiement en un mois et le ravitaillement continu de 5 000 hommes à 4 000 kilomètres de nos frontières, dans des conditions particulièrement difficiles et dans un cadre d'« entrée en premier », sont un défi en soi. Ils rappellent avec éclat la spécificité de la logistique militaire et ses compétences propres. Ils représentent aussi un défi à l'échelle des opérations extérieures modernes compte tenu de la masse des personnels engagés et de la rapidité du déploiement.

Défis relevés car, malgré des tensions, la continuité de la chaîne des soutiens, administratif, financier et logistique, a bien été assurée.

Les nombreux acteurs du SCA concernés par cette opération, au sein du CESCOF, du CIAO, des ELOCA, des DICOM et enfin de la DIRCOM de Bamako, sans compter les renforts individuels, ont souligné une fois de plus que le SCA, riche de tous ses personnels, civils et militaires, est un service à vocation militaire, fiable et opérationnel. Je les en remercie très chaleureusement, de même que j'adresse une pensée particulière de gratitude, au nom du service, aux personnels du SCA projetés actuellement.

CRGHC Jean-Marc COFFIN

## sommaire

P.23

RH

• Intégration des CTA

Dossier du mois  
« Opération SERVAL »

P.4

Focus

• Soutenir ceux qui nous soutiennent !

• Séminaires et rencontres

Brèves • Agenda

## ACTUALITÉS

### « Former pour transformer »



L'ECA, implantée sur le site de base aérienne 701 de Salon-de-Provence.

**Former des officiers experts de haut niveau, des conseillers du commandement et des managers compétents, telle est la mission de l'ECA, l'école des commissaires des armées**

Établissement d'enseignement supérieur, vecteur d'une formation interarmées, l'ECA a officiellement ouvert ses portes le 1<sup>er</sup> février 2013, à Salon-de-Provence. Cette école, centre de formation initiale des commissaires, dispose également d'un centre de formation supérieure aux métiers de l'administration générale et des soutiens communs. L'offre de formation des commissaires conçue par l'ECA, organisée autour d'une formation spécifique d'armée, d'une formation d'administrateur

et d'une formation de milieu, complétées par de nombreux stages, contribue incontestablement à son rayonnement et son attractivité auprès des élèves.

Fondamentalement ancrée dans les forces, l'ECA se veut résolument ouverte sur le monde civil et l'international. C'est donc à ce double titre que l'école travaille non seulement en étroite collaboration avec des écoles d'officiers (Saint-Cyr Coëtquidan, école navale, écoles d'officiers de l'armée de l'air), mais a également développé un partenariat avec l'ESSEC et s'est insérée dans le réseau des écoles de service public (RESP). Ces liens permettent notamment aux élèves de bénéficier du niveau d'excellence de grandes écoles de commerce françaises. Inauguration de l'école des commissaires des armées : samedi 9 novembre 2013.



Novembre 2012, Salon-de-Provence : une formation commune en préfiguration de la 1<sup>re</sup> promo de l'ECA.

## Crise de la solde, le SCA plus que jamais mobilisé

Suite aux différents audits réalisés à la demande du ministre de la défense, plusieurs actions ont été engagées pour réorganiser la chaîne solde sous LOUVOIS. Deux d'entre elles concernent plus particulièrement le SCA :

• **La mise en place de nouvelles instances de gouvernance**, réunies mensuellement, afin de coordonner l'action des différents acteurs de la chaîne solde :

– Le comité directeur, co-présidé par le DRH-MD et l'EMA-RH, décide des orientations stratégiques en matière de solde ;  
– Le comité de pilotage, présidé par le DCSCA, assure le lien entre les acteurs métiers et le pilotage opérationnel de la chaîne solde.

• **La mise en place d'un plan d'action de sortie de crise**, organisé autour de 12 chantiers, sous pilotage transverse du CGA Mondoulet.

Le SCA dont le SMODI, concerné par la totalité des chantiers, s'est particulièrement investi dans trois d'entre eux :  
– « Pilotage fonctionnel de la chaîne opérationnelle », directement confié au DCSCA, au sein duquel plusieurs sujets sont travaillés : les processus, le pilotage des flux

de solde, le déploiement de l'application SOLDOPLEX sur les théâtres etc. Premier effet concret de ce chantier, le SMODI est en cours de réorganisation autour d'un centre opérations (CO), qui gère en continu l'information relative à la solde en cours, et une division solde, à même de conduire la préparation des soldes suivantes, – Le chantier « restitutions budgétaires et comptables du titre II », co-piloté par la DAF et la DCSCA, mobilise fortement la sous-direction Finances-Budget-Comptabilité. Son objectif est, notamment, de disposer de restitutions fiables, et de permettre un rapprochement entre la « programmation » et « l'exécuté » ;  
– Le CACIC, quant à lui, agit sur mandat de la DAF, dans le cadre du chantier « Contrôle interne », pour définir et mettre en œuvre les opérations de CI, depuis la prise en compte de la donnée RH par les GSBdD jusqu'à l'imputation budgétaire.

L'enjeu est désormais de produire à court terme des résultats concrets pour chacun des 12 chantiers, dont l'objectif est clair : sortir de la crise et pérenniser la chaîne solde-RH.

RESSOURCES HUMAINES

**L'intégration des officiers des corps techniques au sein du corps des commissaires des armées**

La réforme des corps d'officiers exerçant des fonctions administratives, visant notamment à la création d'un grand corps chargé de l'encadrement supérieur de l'administration générale et des soutiens communs, a franchi un premier cap décisif avec l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2013, du décret du 5 septembre 2012 portant statut particulier du corps des commissaires des armées.

Cette évolution statutaire concrétisée, reste désormais à mener à bien le 2<sup>e</sup> temps fort de cette réforme. Il s'agit maintenant d'intégrer, au sein de ce nouveau corps, d'autres officiers exerçant des responsabilités administratives et provenant des actuels corps techniques et administratifs (terre, marine, SSA, SEA, GDA), du corps des officiers des bases de l'air et du cadre spécial de l'armée de terre.

Aussi, au cours des années 2014 et 2015 seront intégrés des officiers issus de ces corps et présentant le profil recherché pour le nouveau corps des commissaires des armées, soit en raison de leur mode de recrutement (officiers de recrutement direct ou semi-direct précoce diplômés de l'enseignement supérieur juridique ou économique), soit en raison des compétences acquises dans une première carrière dans les différents métiers du SCA et de l'AGSC.

Au final, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2016, le corps des commissaires des armées sera encore plus étoffé et plus riche qu'aujourd'hui. Les corps techniques et administratifs seront dissous à cette même date, et les officiers non retenus pour intégrer le corps des commissaires, et qui n'auraient pas fait d'autre choix, seront alors admis d'office dans différents corps d'accueil, à savoir :

- Le COSAT (corps des officiers spécialisés de l'armée de terre) pour les officiers du CTA de l'armée de terre et les officiers du cadre spécial ;
  - Le corps des OLE (officiers logisticiens des essences) pour les OCTA du SEA ;
  - Le corps des DSM (officiers spécialisés de la marine) pour les OCTA de la marine.
- Les OCTA du SSA et de la DGA qui n'auraient pas rejoint le corps des commissaires des armées le 1<sup>er</sup> janvier 2016, y seront affectés d'office. ■

DOSSIER DU MOIS : L'OPÉRATION SERVAL  
**« Opérationnels ensemble »**

**Le 11 janvier 2013, la France lance une opération militaire en appui des forces armées maliennes, baptisée Serval. Objectif : permettre au gouvernement malien de recouvrer son intégrité territoriale, stopper l'offensive des groupes terroristes et faciliter la mise en œuvre des décisions internationales.**



Jeudi 17 janvier, l'ordre d'embarquer est donné.

Près de 5 000<sup>(1)</sup> militaires français sont déployés dans le cadre de l'opération Serval. La France montre, ici, sa capacité à projeter rapidement une importante force sur un théâtre éloigné de la métropole. Les engagements tactiques sont certes les plus visibles, mais une telle opération n'est possible que parce que le soutien remplit, dans la durée, sa mission avec réactivité. Dès le début de l'intervention française, le SCA s'est appuyé sur ses établissements logistiques pour conditionner et mettre à la disposition des forces les équipements

nécessaires. Son action au profit de Serval s'est principalement exercée dans les domaines de la protection balistique, des tenues et accessoires, ainsi que des vivres et de l'eau. Les ELOCA<sup>(2)</sup> d'Angers, Brétigny, Portes-lès-Valence, Marseille, Mourmelon et Châtres, placés en astreinte à 2 heures, ont particulièrement été sollicités, de jour comme de nuit, y compris le week-end, afin de ravitailler les GsBdD, les régiments et la zone de regroupement et d'attente de Miramas qui centralise le départ des troupes. Le CESCOF a armé un Centre Opérationnel, activé 24 h/24, afin de répondre aux demandes et conduire la

manœuvre logistique de son domaine. Avec l'opération Serval, pour la deuxième fois en moins de deux ans après l'opération Harmattan, la chaîne interarmées du soutien, pilier de l'efficacité opérationnelle de nos armées, inscrit totalement son action dans la ligne directrice fixée par le chef d'état-major des armées dans son plan stratégique aux armées en 2011 : « opérationnels ensemble ». ■

(1) Chiffres à la date de rédaction de ce numéro.  
(2) Mission internationale de soutien au Mali.  
(3) Etablissement L.Ogistique du Commissariat des Armées.

**L'action du SCA en quelques chiffres**

- 600 000 rations alimentaires
- 200 000 litres d'eau
- 5 000 gilets pare-balles
- 5 000 compléments de paquetage
- 22 modules de vie en campagne
- 3 700 avances de soldes

**Au cœur de la conduite du soutien**



Embarquement de matériels à destination de Bamako.

**Le SCA apporte une réponse rapide et efficace dans le domaine du soutien des opérations interarmées.**

**RÉAGIR VITE**

Vendredi 11 janvier débute l'intervention française au Mali. Le même jour, la chaîne du soutien du combattant et des forces est activée pour l'opération Serval. La logistique se met en action : les premières urgences sont gérées par les officiers de permanence du CESCOF et les personnels d'astreinte des ELOCA<sup>(1)</sup>. Compte tenu du nombre élevé de demandes émanant des formations, des états-majors de force et des GSBdD, l'activation d'un centre opérationnel (CO) dédié apparaît très vite comme une nécessité. Le lundi 14 janvier, dès 8h00, le centre opérationnel du CESCOF est

donc activé. Il est armé 24h/24h, 7j/7 par du personnel des divisions « Opérations », « Études et programmation » et « Achats » du CESCOF. Le centre assure la conduite des opérations de soutien, sous la direction du centre interarmées de coordination de la logistique des opérations (CICLO) qui fixe, notamment, les priorités d'embarquement des matériels. Il fournit conseil et réponses à différents types de demandes logistiques : l'expédition de rations de combat et de bouteilles d'eau, l'équipement en paquetage, la délivrance des effets de protection balistiques et l'expédition de matériels de projection (modules 150, tentes, lits...).

**DES RÉFLEXES INTACTS**

Dès réception des ordres du CICLO, les ELOCA sont sollicités en fonction du type

de ressources et du lieu d'embarquement ; ils traitent les questions de transport avec le centre des transports et transits de surface (CTTS). Grâce à une disponibilité sans faille du personnel civil et militaire, l'ensemble des matériels est achevé dans les délais. Un mois après le déclenchement de l'opération, près de 450 conteneurs-équivalents 20 pieds ont été expédiés.

**RETOUR À LA NORMALE**

Cette organisation a été maintenue jusqu'à la mi-février. Dès lors que les demandes logistiques ont diminué de façon significative, elles ont permis de rentrer dans un flot d'entretien nominal d'une OPEX. ■

(1) Etablissement L.Ogistique du Commissariat des Armées.

**Gros plan sur le centre opérationnel du CESCOF**

- **Le personnel** : un officier, chef de quart ; un spécialiste habillement ; un spécialiste équipements collectifs ; un secrétaire ; une permanence téléphonique à domicile pour les vivres.
- **Des équipements** informatiques et téléphoniques dédiés.
- Une salle opérationnelle aménagée avec cartes et tableau de suivi des actions ;
- Une chambre de repos aménagée pour 2 personnes ;
- Un briefing quotidien sous la direction du CRG2 Cuj, directeur du CESCOF.

## La réponse rapide et performante des ELOCA

**Les trois éléments d'une mission réussie : réactivité, efficacité et disponibilité.**

**E**LOCA de Brétigny, vendredi 11 janvier 2013, 16 h.

En cette veille de week-end, le téléphone de l'adjudant Souffez sonne. « 225 collections d'effets balistiques doivent être préparées à destination du Mali » lui annonce rapidement son interlocuteur, l'officier de permanence du CESCOF. L'ordre est tombé, il faut maintenant agir vite.

### Soudain, tout s'enchaîne

L'alerte passe à 2 h et le personnel d'astreinte est immédiatement appelé. Mme Le Gall, chef d'équipe « habillage-vivres », Mme Clavier, cariste de l'équipe réforme et Mme Primeon, opérateur SILCENT<sup>(1)</sup> rejoignent l'établissement moins de quarante-cinq minutes plus tard. Chacun est à son poste, la préparation est lancée. « J'ai reçu l'appel de l'adjudant à 16H10 et à 17H, j'étais déjà dans le hangar. À 18H, on m'a demandé de rajouter cinq palettes de rations et d'eau. Heureusement, les vecteurs commandés par la cellule SILCENT n'étaient pas encore arrivés », précise Mme Le Gall. C'est l'effervescence, le bruit des sirènes de recul des machines de manutention se mêle au crissement des wagons sur les rails. À 23h,



Une noria incessante de camions.

les 43 m<sup>3</sup> de matériels quittent l'ELOCA en direction de la base de Creil. Le cadre de permanence rend compte, le personnel d'astreinte rentre se coucher, il sera réactivé dès le dimanche 13, de 13h à 2h du matin.

### UN OBJECTIF COMMUN : RÉUSSIR

« Cette opération a été lancée dans l'urgence », explique l'adjudant Pellerin, détenteur de biens. « La multiplicité des intervenants complique l'action sur le terrain et demande une grande coordination. La mise en place très rapide du centre opérationnel du CESCOF a permis de travailler plus aisément ».

Durant les trois semaines qui suivent, dans des conditions climatiques difficiles, l'ELOCA de Brétigny est activé 7 jours sur 7, les horaires de travail sont dictés par la contrainte opérationnelle, 530 heures supplémentaires seront ainsi effectuées.

Comme le confie Mme Trichard, opératrice comptable présente le samedi 19 janvier : « lorsqu'on travaille dans un ELOCA, il n'y a pas de différence entre civils et militaires. Nous avons tous le même et unique objectif, mener à bien notre mission, quelle que soit la couleur du vêtement ... »

(1) SILCENT est le système d'information logistique central qui permet d'initier et de suivre les flux logistiques.

### L'ELOCA d'Angers se mobilise pour Serval

Pour assurer le soutien en vivres opérationnels du théâtre, l'ELOCA d'Angers expédie quotidiennement 8 000 RCIR vers Bamako. Depuis le 18 février, la production de rations est renforcée. La chaîne de conditionnement fonctionne en continu, 12 heures par jour, passant d'une production hebdomadaire de 43 000 RCIR<sup>(1)</sup> en rythme normal à 70 000 RCIR. Pendant cette période de pointe, les personnels civils et militaires de l'atelier chaud et froid et de la section appui métiers viennent renforcer les équipes de production.

(1) Ration de Combat Individuelle Réchauffable.

## La DIRCOM de Bamako, un précieux renfort

**L'évolution des opérations sur le théâtre SERVAL a conduit le CPCO<sup>(1)</sup> à demander la création d'une DIRCOM.**

Le CRC1 Chave est, depuis le 9 février, le directeur de la DIRCOM. Il a bien voulu répondre à quelques questions.

**Monsieur le commissaire, quelles sont vos premières impressions après un mois d'exercice ?**

On a reçu un bon accueil des acteurs logistiques du théâtre qui nous attendaient avec impatience. Je vous avoue que les conditions de vie sont assez rustiques à Bamako. On se nourrit de rations de combat, on est hébergé sous tente et l'usage des douches est limité. La montée progressive de la chaleur risque de renforcer cet inconfort relatif. On espère un déploiement de l'externalisation de la restauration à Bamako pour passer prochainement en repas chauds.

**Et vos conditions de travail ?**

Elles sont, comme les conditions de vie,

assez rudimentaires. Un ordinateur, un téléphone, un ventilateur, c'est à peu près tout. Nous essayons d'installer un mobilier sommaire, a minima. On s'arrange !

**Quelles sont vos relations avec vos homologues du soutien ?**

La DIRCOM est incluse dans le PC GSIAT<sup>(2)</sup>. Le PC est déployé dans un ancien hangar de stockage qui est aménagé très sommairement en open space. La trésorerie militaire et le bureau achats sont situés sur l'arrière du bâtiment, le reste des services de l'autre côté de l'open space. Cette organisation facilite la communication rapide des informations et les contacts informels.

**À votre arrivée, quelles sont vos missions prioritaires ?**

Rattraper le retard dû à notre entrée tardive sur le théâtre ! Mais le rythme des opérations, l'immensité des besoins et les elongations ne facilitent pas la tâche. La vraie priorité est la stabilisation de la trésorerie et des achats. Nous devons parvenir à satisfaire les besoins de la Force par des réalisations locales. La



Le CRC2 Mataguez, DIRCOM adjoint.

fonction état-civil est une nécessité absolue, vous savez que des soldats ont déjà trouvé la mort. Cela se fait au détriment d'autres travaux car cette fonction consomme beaucoup d'énergie.

**Vos impressions sur le Mali et vos interlocuteurs locaux ?**

Excellent accueil par les institutions locales, les banques, les commerçants... De manière générale, dans les rues de Bamako, nous sommes salués par la population qui reste très enthousiaste et reconnaissante à notre égard.

(1) CPCO : Centre de Planification et de Conduite des Opérations. (2) PC GSIAT : Poste de Commandement du Groupement de Soutien Interarmées de Théâtre.

## SERVAL, LA CHAÎNE SOUTIEN EN ACTION

**Les bases de défense jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre d'une force de soutien. Zoom sur l'activation de la chaîne soutien dans le cadre de l'opération Serval.**

Dès le début de l'opération Serval, le centre de pilotage et de conduite du soutien (CPCS) s'est appuyé sur son bureau activités et ses spécialistes en administration générale et soutien commun (AGSC) pour apporter une réponse rapide et performante aux besoins de l'opérationnel.

Le personnel des GSBdD constitue un réservoir de forces que le CPCS a mobilisé, en identifiant et désignant le personnel pour contribuer à armer la partie AGSC du soutien à l'opération Serval.

Dès les premières heures de l'opération, les BdD se sont ainsi mobilisées, confortant leur rôle essentiel dans la génération et la projection d'une force de soutien.

Le CPCS a également piloté les missions d'appui à la projection sur le territoire national, afin de contribuer au déploiement de la force. Plus concrètement, et grâce à leur maillage territorial, les GSBdD ont soutenu les militaires convergeant vers les points d'embarquement par avion ou par bateau.

Qu'il s'agisse de transport, d'habillement, de nourriture ou d'hébergement, ce sont plus de 40 groupements de soutien qui ont contribué simultanément au déploiement de la force par des missions de transport, d'administration, de distribution d'effets et de vivres et de soutien à l'activation de la zone de regroupement et d'attente (ZRA) de Miramas. Ils ont également apporté leur concours aux équipages des aéronefs étrangers à Istres et Évreux.



Perception des treillis.



## FOCUS

### Soutenir ceux qui nous soutiennent !

**La gestion individuelle des aumôniers est une responsabilité nouvelle confiée au SCA.**

Il y a un peu plus d'un an le service du commissariat des armées se voyait attribuer la responsabilité de la gestion et de l'administration des aumôniers militaires et civils de la défense.

Les aumôniers sont régis par différents statuts : aumôniers sous statut militaire contractuel (194), aumôniers civils (50), aumôniers de réserve (90), aumôniers concordataires (4 sont mis à disposition par le ministère de l'intérieur), et aumôniers issus de la réserve citoyenne (environ 70).

**ASSURER L'EXERCICE DU CULTE, EN TOUT LIEU ET TOUTE CIRCONSTANCE**

Les aumôniers assurent, au sein des armées et formations rattachées, le sou-

tien culturel et moral du personnel de la défense et des militaires de la gendarmerie nationale. Ils relèvent de cultes reconnus par l'Etat : catholique, protestant, israélite et musulman.

Sous l'autorité de l'EMA et sous la direction de leur aumônier en chef, ils exercent leur ministère au sein de toutes les formations appartenant aux trois armées et à la gendarmerie nationale. Conformément à la mission première qui leur est confiée par la loi de 1880, les aumôniers ont vocation à opérer dans les circonstances et les lieux où l'exercice du culte est le plus difficile : sur les navires à la mer, en DPEX, ou dans le cadre de missions de courte durée, notamment de missions d'accompagnement des unités dans les DOM-COM.

**SOUTENIR LES AUMÔNIERS**

Auparavant réalisée par la direction cen-

trale du service de santé des armées, la gestion de ces aumôniers est assurée par la section de gestion individuelle des aumôniers (SGIA), qui a rejoint, le 11 février 2012, le bureau de gestion des corps sur l'emprise d'Arcueil. Cette section réalise l'ensemble des actes de gestion impactant la carrière des aumôniers, de leur engagement à leur radiation des contrôles.

Point de contact privilégié des aumôniers pour tous les actes de la vie courante, la SGIA est par ailleurs investie d'attributions plus larges parmi lesquelles le conseil spécialisé aux états-majors et services extérieurs, le pilotage des effectifs et la participation à la rédaction des textes portant sur l'organisation des cultes et le fonctionnement du soutien. ■

CRC2 Dominique Moreau

## SÉMINAIRES ET RENCONTRES

### ● La « journée des partenaires » à l'heure du Pacte défense PME

Fournisseurs et partenaires du CESCOF étaient réunis le 3 décembre à l'Ecole militaire pour la traditionnelle « Journée des partenaires ».

Dans un contexte économique difficile, marqué par les incertitudes liées à l'actualisation du Livre blanc, les dirigeants des PME/PMI fournisseurs du CESCOF étaient venus nombreux. Pour répondre au mieux à leurs interrogations, deux thèmes ont principalement été abordés :

#### ● L'assistance aux PME/PMI

Les intervenants ont présenté le panel des mesures proposées par le pacte défense PME pour renforcer les industries de défense. Ce pacte s'inscrit dans le cadre de l'action gouvernementale pour restaurer la compétitivité industrielle, et des engagements pris par le Président de la République en faveur des PME.

#### ● L'action du CESCOF pour faciliter l'action des PME/PMI

Les participants ont débattu de sujets variés les intéressant directement : les grandes lignes de crédit de la programmation 2013, les études sur les nouveaux effets ou matériels, l'esprit PME/PMI dans la conduite des achats. A l'issue de cette rencontre, les diri-



geants présents se sont déclarés « lucides » sur l'avenir mais confiants, le CESCOF demeurant un partenaire de leur développement prônant l'écoute, le conseil et la qualité.

### ● 3<sup>e</sup> édition des rencontres des acteurs de la chaîne juridique

Les 17 et 18 janvier derniers à Arcueil, le bureau assistance juridique de la DCSCA réunissait, en liaison avec le CPCS, les représentants des cellules de conseil juridique des bases de défense. Des thèmes nombreux et variés figuraient au programme des tables rondes. Citons la responsabilité pénale du commandement, les autorisations d'occupation du domaine public, le lien au service, les journées portes ouvertes, les principes relatifs aux délégations et la gestion logistique des biens. Des échanges fructueux et l'expertise

des intervenants (direction des affaires juridiques, direction centrale du service d'infrastructure de la défense), ont garanti le succès de cette rencontre.

### ● Unis pour soutenir : 1<sup>er</sup> séminaire logistique commun SCA-CPCS

Le 13 février, la DC SCA et CPCS ont manifesté leur volonté commune d'œuvrer pour un soutien cohérent et efficace en rassemblant l'ensemble des acteurs de la logistique « commissariat » de proximité. Des représentants de 52 services « soutien commun » des bases de défense et des 7 bureaux « conseil et assistance aux bases de défense » (BCA BdD) des plates-formes achats finances ont participé à cette journée d'information.

Après une matinée dédiée à l'habillement, aux équipements de soutien et aux matériels de lutte contre l'incendie, l'après-midi était consacrée au chantier capital de mise en œuvre de la nouvelle gestion logistique des biens (GLB) du SCA au sein des bases de défense. Pour les BdD et leurs BCA de rattachement, il s'agit désormais de mettre en pratique les différentes réformes, au fur et à mesure de la diffusion des textes et directives. S'il est important, l'investissement à fournir pour la

## Agenda

Visites et rencontres de la direction centrale

- 4 - 5 avril : ELOCA de Marseille et Toulon
- 10 avril : CESCOF et SMODI Rambouillet PFAF Brest
- 11 avril : PFAF Bordeaux
- 16 avril : PFAF Metz
- 23 avril : CIAO Villacoublay
- 24 avril : CACIC Rambouillet
- 14 mai : Antenne CAMID Denain

## En bref

**Le CACIC met en place un dispositif de formation à distance**

Dans le cadre de son offre de formation au contrôle interne comptable (CIC), pour lequel il est pilote de formation, le CACIC a élaboré, avec le soutien précieuse de l'école des transmissions et de son bureau des projets d'enseignement numérique, une plateforme d'enseignement à distance. Ce mode d'enseignement en e-learning répond à un besoin de diffuser, le plus largement et à moindre coût, la formation au CIC, notamment auprès des personnels outre-mer. 14 stagiaires affectés en DICOM ont ainsi pu tester au mois de janvier 2013, ce dispositif qui prévoit un parcours de formation découpé en 7 modules, et validé par des quizz permettant de contrôler les connaissances acquises. Un suivi à distance des stagiaires a également été assuré par un tuteur de l'échelon central du CACIC.

concrétisation de ces transformations sera récompensé par une véritable simplification des tâches et une réelle amélioration de la performance du soutien au profit des forces et des administrés. Devant le succès rencontré, cette opération conjointe sera renouvelée chaque année. ■

